

# VEILLE AGRI-AGRO

## Chine & Mongolie

Une publication du SER de Pékin  
Quinzaine du 1 avril 2026

## Chine continentale

### Agriculture et agro-alimentaire

Les priorités de la politique financière 2026 dans le domaine agricole et rural

Un programme de prêts bonifiés pour la modernisation du secteur agricole  
Négociations Chine-Etats-Unis : vers un accord agricole pour la visite de Donald Trump en Chine ?

La Chine renforce ses restrictions sur les exportations d'engrais  
Chute du prix du porc : le point le plus bas atteint depuis 20 ans

### Sanitaire et phytosanitaire

Actualisation de CIFER : de nouvelles règles pour l'enregistrement des exportateurs des denrées alimentaires vers la Chine

Recensement national des cas de principales maladies animales en février 2026

Surveillance génomique de Salmonella dans les produits aquatiques chinois et enjeux au regard de l'antibiorésistance

Inventaires d'éléments toxiques dans les systèmes sol-riz dans les principales régions rizières de Chine

Plusieurs scandales sanitaires relevés autour de la journée de droits des consommateurs

### Règlementaire et juridique

Le règlement sur le recensement national agricole révisé a été approuvé

## Entreprise

Shouong, désormais actionnaire de PIC, approfondit sa stratégie de l'élevage animal

## Taiwan

Bilan du commerce agro-alimentaire 2025 : + 51% pour l'exportation de viandes de porc

## Agriculture et agro-alimentaire

### Les priorités de la politique financière 2026 dans le domaine agricole et rural

Chaque année, le ministère de l'agriculture et des affaires rurales (MARA) publie les priorités qui feront l'objet des subventions publiques. Ce document ne comporte pas d'éléments chiffrés précis concernant les enveloppes de soutien mais vise à rendre publique les orientations agricoles, tant vis-à-vis des agriculteurs que des autorités locales. Au total, cette enveloppe budgétaire atteindrait 22,34 Mds €.

L'avis publié le 25 mars pour l'année 2026 comprend [16 mesures prioritaires](#). Concernant les grandes cultures, on notera les subventions « pour la préservation de la fertilité des terres arables », qui correspondent aux aides surfaciques (dont sont exclues les surfaces dédiées à l'élevage, les prairies et les parcelles boisées), les subventions pour l'achat et l'utilisation de machines agricoles, ainsi que les aides pour la campagne de pulvérisation unique et de protection triple contre les ravageurs du blé (aide aux intrants phytosanitaires). Cette année, la Chine continuera par ailleurs de mettre en œuvre des subventions aux producteurs de maïs et de soja dans la région du Nord-Est, ainsi que des subventions pour le riz dans les provinces principales productrices, afin de garantir la sécurité alimentaire nationale.

L'assurance récolte continuera d'être en haut des priorités avec une couverture sur 16 produits agricoles de base répartis dans les trois grands secteurs que sont les cultures, l'élevage et la sylviculture. En 2025, le nombre de police d'assurance a atteint 125 millions pour un montant total supérieur à 628 milliards EUR (5 000 milliards RMB).

Le MARA souhaite également poursuivre le financement du « Plan Yulu », qui vise à subventionner la formation professionnelle pour les nouveaux actifs en agriculture, issus de familles ayant été enregistrées comme vivant sous le seuil de pauvreté, qui ont été sorties de la pauvreté mais qui ont besoin d'un soutien continu, ou qui risquent de retomber dans la pauvreté.

Conformément aux dispositions en vigueur, les fonds provenant du budget central sont alloués aux provinces sur la base de critères prédéfinis. Les autorités provinciales sont chargées, en fonction des exigences et en tenant compte des réalités locales, d'organiser au niveau local la définition précise du champ d'application des subventions, des bénéficiaires et des normes de subvention, et de procéder à la publication officielle requise. Les fonds pour les aides directes sont versés directement aux ménages via la « carte unique ».

## **Un programme de prêts bonifiés pour la modernisation du secteur agricole**

En ligne avec le 15e plan quinquennal qui met l'accent sur le recours amplifié aux nouvelles technologies et équipements agricoles, le MARA a dévoilé fin février un nouveau régime d'aides pour l'acquisition de matériels agricoles. Il s'agit d'un vaste programme financier destiné à financer la modernisation du secteur agricole chinois via des [prêts à taux bonifiés. Il s'inscrit dans une vaste campagne de modernisation, qui concerne tous les secteurs économiques, soutenue pour une enveloppe totale de 1200 Mds RMB, soit 151,5 Mds €.](#)

En termes de modalités, le gouvernement central accorde une bonification d'intérêt de 1,5 point de pourcentage sur le montant du capital des prêts à l'investissement éligibles. Tous les achats de matériel doivent respecter la norme NY/T1640-2021 relative à la « catégorie des machines agricoles ». Ce mécanisme donne la priorité en particulier à l'agriculture de précision, les systèmes d'élevage intelligents, l'irrigation, les plateformes numériques de gestion agricole, la logistique de la chaîne du froid et les technologies d'agriculture circulaire. Parallèlement, l'accent mis sur l'agriculture numérique, la gestion agricole assistée par l'IA et les plateformes de données agricoles reflète l'intérêt croissant de la Chine pour les systèmes agricoles intelligents intégrés.

## **Négociations Chine-Etats-Unis : vers un accord agricole pour la visite de Donald Trump en Chine ?**

Des discussions portant sur les sujets économiques se sont tenues le 15 mars à Paris entre les délégations des deux pays. Ces négociations, conduites par le secrétaire américain au Trésor, Scott Bessent, et le vice-Premier ministre chinois, He Lifeng, pourraient mener à des résultats à l'approche de la visite du président américain Donald Trump en Chine, initialement prévue pour la fin du mois de mars et ensuite décalée au 14 et 15 mai. Au-delà des minéraux stratégiques et des questions commerciales, l'agriculture a fait partie des domaines pouvant faire l'objet d'accords potentiels.

Selon plusieurs sources concordantes, les responsables chinois ont exprimé leur ouverture à la proposition de garantir des volumes d'achats supplémentaires de produits agricoles américains, notamment de volaille, de bœuf et des cultures non soja. De plus, la Chine aurait confirmé un engagement à acheter [25 millions de tonnes de soja américain](#) pour les trois prochaines années, engagement qui aurait été pris en octobre dernier.

## **La Chine renforce ses restrictions sur les exportations d'engrais**

La Chine met en place des contrôles plus stricts sur les exportations d'engrais en raison des perturbations commerciales causées par la guerre en Iran. Le gouvernement a ordonné aux exportateurs de

cesser l'expédition de tout type d'engrais (engrais azotés, phosphatés, potassiques). Ces mesures de contrôle des exportations visent à garantir l'approvisionnement national en engrais et à stabiliser les prix alors que la demande atteint son pic à l'approche des semis de printemps.

La Chine, grand consommateur et exportateur d'engrais, craint que toute pénurie ne compromette sa sécurité alimentaire. L'escalade du conflit au Moyen-Orient a fortement restreint l'accès aux engrais provenant des principaux centres de production. Pour la Chine, l'enjeu réside dans l'importation de soufre, qui dépend à 50% du détroit d'Ormuz, pour la production des engrais phosphatés.

Depuis plusieurs années, la Chine applique des restrictions à l'exportation d'engrais par le biais d'un système de quotas annuels, restrictions qui sont aujourd'hui renforcées, le gouvernement donnant la priorité aux agriculteurs nationaux. Afin de soutenir les opérations de semis de printemps, la Chine a également décidé de libérer une partie de ses stocks commerciaux d'engrais, ce qui a permis de maîtriser les prix locaux.

## **Chute du prix du porc : le point le plus bas atteint depuis 20 ans**

En mars dernier, les prix du porc sur le marché intérieur chinois ont atteint leur niveau le plus bas depuis près de 20 ans, avec des cours à terme et au comptant frôlant des records historiques. En réponse, les autorités ont [lancé une mesure de stockage centralisé de 10 000 tonnes de viande de porc congelée pour 2026](#) et ont proposé de réguler le cheptel de truies reproductrices à environ 36,5 millions de têtes.

Malgré ces mesures, les effets à court terme restent limités, et les prévisions indiquent que les prix du porc varieront entre 1,26 EUR et 1,32 EUR (10,0 et 10,5 RMB) par kilo, avec une amélioration progressive de l'offre et de la demande attendue dans le second semestre.

Dans ce contexte, le secteur fait face à des pertes importantes, avec une perte par tête allant jusqu'à 23,85 EUR (190 RMB) pour le modèle d'élevage en cycle fermé et dépassant 38,91 EUR (310 RMB) dans le modèle d'achat de porcelets.

# **Sanitaire et phytosanitaire**

## **Actualisation de CIFER : de nouvelles règles pour l'enregistrement des exportateurs des denrées alimentaires vers la Chine**

Les « Règles relatives à la gestion de l'enregistrement des entreprises étrangères produisant des denrées alimentaires destinées à

l'importation en République populaire de Chine » (décret n° 280 de l'Administration générale des douanes, ci-après dénommées « Règles d'enregistrement ») ont été publiées le 14 octobre 2025 et [entreront en vigueur le 1er juin 2026](#). Parmi les modalités d'application, 3 paramètres sont à retenir en particulier :

- La liste des denrées alimentaires importées devant faire l'objet d'une demande d'enregistrement officielle, portée par les autorités du pays de l'entreprise exportatrice, comprend : la viande et les produits à base de viande, les boyaux, les nids d'hirondelles et les produits à base de nids d'hirondelles, les produits apicoles, les œufs et les produits à base d'œufs, les graisses et huiles alimentaires, les pâtes farcies, les céréales alimentaires, les farines de céréales et le malt, les légumes déshydratés, les assaisonnements en poudre, les noix et graines, les fruits secs, les aliments diététiques spéciaux, les aliments de santé, les produits laitiers et les produits de la mer.
- La liste des denrées alimentaires dont l'enregistrement n'est pas automatiquement renouvelé comprend : la viande et les produits à base de viande, les nids d'hirondelles et les produits à base de nids d'hirondelles.
- Le champ d'application des entreprises de stockage à l'étranger de denrées alimentaires importées soumises à la gestion de l'enregistrement conformément aux « Règles d'enregistrement » comprend : les entrepôts frigorifiques utilisés pour le stockage de denrées alimentaires d'origine animale terrestre et de produits de la mer.

## Recensement national des cas de principales maladies animales en février 2026

Selon [le recensement mensuel du Bureau vétérinaire du MARA](#), en février 2026, un total de 21 maladies animales majeures ont été signalées sur le territoire chinois, avec 61 598 animaux malades et 10 488 animaux morts de maladie.

Recensement national des cas de principales maladies animales en février 2026		
Nom de la maladie	Nombre d'infections	Nombre de décès
<b>Total</b>	61598	10488
<b>Brucellose</b>	219	0
<b>Maladie du charbon</b>	2	2
<b>Echinococcose</b>	70	3

<b>Dermatose nodulaire contagieuse</b>	8	0
<b>Rhinotrachéite infectieuse bovine</b>	40	0
<b>Tuberculose bovine</b>	11	0
<b>Clavelée et variole caprine</b>	84	5
<b>Pleuropneumonie contagieuse caprine</b>	607	90
<b>Syndrome dysgénésique et respiration du porc</b>	68	46
<b>Diarrhée épidémique porcine</b>	17171	4121
<b>Maladie de Newcastle</b>	3	0
<b>Peste du canard</b>	53	20
<b>Gosling plaque</b>	2855	2746
<b>Maladie hémorragique du lapin</b>	72	69
<b>Maladie de Pasteurella</b>	4228	481
<b>Maladie de Marek</b>	505	151
<b>Erysipèle porcin</b>	56	5
<b>Cysticerque</b>	7	1

<b>Grippe porcine</b>	3204	216
<b>Coccidiose aviaire</b>	31498	2447
<b>Diarrhée virale bovine</b>	837	85

## Surveillance génomique de *Salmonella* dans les produits aquatiques chinois et enjeux au regard de l'antibiorésistance

Dans le cadre d'un programme de surveillance mené en Chine, [728 isolats de \*Salmonella enterica\* non typhiques](#) ont été collectés entre 2015 et 2022 à partir de produits aquatiques, dont 560 provenant d'eau douce et 168 d'eau de mer. Les matrices principales étaient les escargots (367/728, 50,5 %), les poissons (227/728, 31,2 %), les crevettes (56/728, 7,7 %), les mollusques bivalves (44/728, 6,0 %). Au total, 88 sérovars et 100 ST ont été identifiés, dominés par *S. Thompson* ST26 (14,7 %), suivi de *S. Newport* ST46 (6,5 %) et *S. Derby* ST40 (5,4 %). Les gènes de résistance aux antibiotiques concernaient majoritairement la résistance à la tétracycline (39,1 %), l'ampicilline (33,5 %) et [le chloramphénicol \(28%\)](#), avec 57 souches résistantes à plusieurs antimicrobiens d'importance critique, notamment les céphalosporines de troisième génération et les fluoroquinolones.

## Inventaires d'éléments toxiques dans les systèmes sol-riz dans les principales régions rizières de Chine

Une méta-analyse portant sur l'étude des flux d'éléments traces métalliques entre le sol et le riz dans les principales régions rizicoles de Chine a été réalisée. Les résultats ont montré que les dépôts atmosphériques constituaient la principale source d'apports ([51,9 à 84,0 %](#)) pour la majorité des éléments (Cd, Pb, Cr, Cu, Zn), avec des flux moyens annuels atteignant 106 mg/m<sup>2</sup>/an pour le Zn et 15,3 mg/m<sup>2</sup>/an pour le Pb. Les concentrations moyennes de Cd dans les sols rizicoles dépassent la limite nationale de 0,3 mg/kg dans certaines régions. L'irrigation était la principale source de Cd et d'As et les engrais contribueraient à [47,7 % des apports de mercure](#).

## Plusieurs scandales sanitaires relevés autour de la journée de droits des consommateurs

En janvier 2026, une société du Fujian a révélé au cours d'un reportage que les fraises lyophilisées sucrées qu'elle produit contenaient du [cadmium \(0,728 mg/kg\)](#) et plus de 20 types de résidus de pesticides

au-delà des limites autorisées, résultant des matières premières fournies en amont de la transformation. De manière générale, les acheteurs et transformateurs de fraises signalent des difficultés pour se fournir en produits conformes. Le 9 mars, la SAMR (State Administration for Market Regulation) a précisé que la limite de cadmium pour les fruits est fixée à 0,05 mg/kg selon la norme GB2762. À la suite de ce reportage, les autorités de la province du Yunnan ont mené des vérifications sur le terrain dans les bases de production de fraises, les entreprises de transformation et les marchés de distribution dans les trois préfectures concernées.

Le 10 février, un organisme de contrôle indépendant a publié une vidéo dénonçant la fraude dans la production de « 100 % eau de coco », en raison de l'ajout d'eau, de sucre et d'arômes artificiels. Une analyse menée par l'Institut de recherche sur la consommation du Beijing News a confirmé que quatre marques populaires contenaient de l'eau ou du sucre d'origine externe, illustrant une pratique généralisée dans un marché estimé à [1,1 milliard USD](#), connaissant une croissance de 61 % sur les cinq dernières années. Malgré les interdictions, la concurrence intense pousse certaines marques à recourir à la fraude pour survivre, car la production domestique et les importations de noix de coco ne suffisent pas à répondre à la demande.

Sur un site de pré-transformation des pattes de poulet, il a été constaté que celles-ci sont empilées à même le sol, dans des conditions d'hygiène déplorable. Les ouvriers les manipulant continuent à les envoyer vers la chaîne de production, ignorant les règles de sécurité sanitaire. Au final, les pattes de poulet bénéficient d'une apparence propre grâce à un processus de blanchiment à [l'eau oxygénée](#). Or ce procédé est prohibé par la réglementation nationale. L'eau oxygénée détruit les nutriments et peut causer de graves problèmes de santé. Une enquête a révélé que de nombreuses entreprises agroalimentaires des pattes de poulet continuent d'avoir recours à ce procédé dangereux.

## Règlementaire et juridique

### **Le règlement sur le recensement national agricole révisé a été approuvé**

Le 26 mars, le Premier ministre chinois Li Qiang a signé un décret du Conseil des affaires d'État portant publication du « Règlement sur le recensement agricole national » (ci-après dénommé « le Règlement ») dans sa version révisée, qui [entrera en vigueur le 1er mai 2026](#).

Ce recensement, réalisé tous les dix ans, est essentiel pour comprendre les « trois questions rurales » (agriculture, zones rurales, agriculteurs) et guider les politiques connexes. La Chine procédera à son quatrième recensement en 2026. Le règlement initial, en vigueur depuis 2006, doit être ajusté en raison des modifications apportées à

la « loi sur les statistiques » en 2009 et 2024, notamment concernant les comportements des dirigeants et les responsabilités légales liées au recensement.

Les révisions principales concernent un besoin urgent de mettre à jour les contenus, indicateurs et méthodes du recensement, car de nombreux aspects du recensement de 2016 ne correspondent plus à la réalité actuelle du développement agricole. Les avancées technologiques, comme la télédétection par satellite et le big data, seront intégrées pour réduire la charge de travail locale et améliorer la précision des données. Ce règlement a également souligné l'importance d'établir un contrôle rigoureux de la qualité des données et la prévention et sanction des falsifications de données pour le prochain recensement.

## Entreprise

### **Shouong, désormais actionnaire de PIC, approfondit sa stratégie de l'élevage animal**

Le 31 janvier 2026, Beijing Shouong Co., Ltd. (Shouong) est devenu actionnaire majoritaire (51 %) de PIC (Shanghai) Agricultural Technology Co., Ltd. (PIC China), tandis que [le groupe britannique Genus détient 49 %](#).

Créée en 1994, Shouong est une entreprise publique dont les activités couvrent l'élevage de bétail et de volaille de reproduction, la transformation alimentaire, la sélection de races et la biopharmacie, formant ainsi un modèle de chaîne de valeur complète allant de la sélection et de l'élevage à la transformation, la distribution et la vente. Sa maison mère, le groupe Shouong Food Group Co., Ltd., grande entreprise agroalimentaire publique de Pékin, regroupe plus de 500 entreprises, emploie 41 808 personnes, avec un chiffre d'affaires de 18,83 milliards EUR (150 milliards RMB) en 2024.

PIC appartient au groupe Genus et se consacre à l'amélioration génétique porcine. Fondée en 1962 au Royaume-Uni, PIC dispose aujourd'hui de filiales dans 22 pays et exerce ses activités dans plus de 40 pays et régions. Elle a fait son entrée sur le marché chinois en 1985 et y a établi une société en 1996, dont le siège social est situé à Shanghai et qui compte 114 employés. En Chine, elle possède actuellement une ferme considérée comme « élite » ainsi que 15 sites de reproduction.

Pour renforcer la présence de Shouong dans l'élevage porcin en Chine, cette initiative intègre des ressources génétiques de qualité mondiale avec les atouts opérationnels locaux. La collaboration permettrait d'améliorer les races porcines, d'optimiser la prévention et le contrôle des maladies, ainsi que d'encourager un développement durable.

Shouong, en tant qu'entreprise semencière phare du Beijing Shouong Food Group, leader dans l'industrie de l'élevage en Chine, se spécialise dans l'élevage multi-espèces avec des droits de propriété intellectuelle étendus, notamment pour les porcs, canards, et volailles, et excelle dans l'édition génétique, le développement de résistances aux maladies et l'ingénierie embryonnaire.

## Taiwan

### **Bilan du commerce agro-alimentaire 2025 : + 51% pour l'exportation de viandes de porc**

D'après les derniers chiffres des douanes françaises, les exportations depuis la France vers Taiwan de produits des industries agroalimentaires (IAA) ont diminué de -2,4 % en 2025 pour atteindre 315 MEUR. Cela s'explique essentiellement par la baisse des vins (-16 %) et spiritueux (-18 %), ces deux produits représentant environ 34 % du total de nos ventes agroalimentaires sur le marché taiwanais. La France, avec une part de marché de 16 %, reste le deuxième fournisseur des produits d'alcool pour l'île, derrière le Royaume-Uni (38 %). Parmi les autres produits les plus demandés, les « produits laitiers et fromages » représentent une valeur de 54 MEUR, diminuant de -3 % par rapport à 2024, alors que les « viandes de boucherie et produits d'abattage » (32 MEUR) enregistrent une progression importante de +51 % en glissement annuel, Taiwan ayant augmenté ses achats de viandes porcines auprès des pays fournisseurs suite à la détection d'un cas de peste porcine africaine (PPA) en octobre 2025 (81 MUSD au cours des deux derniers mois 2025, contre 50 MUSD pendant la même période précédente). La France est le 5ème fournisseur du secteur pour l'île, soit 8 % de part de marché, derrière le Canada (34 %), l'Espagne (23 %), le Danemark (17 %) et le Paraguay (11 %). En raison de la faiblesse des importations françaises de produits agroalimentaires taiwanais (19 MEUR ; -17 % en g.a.), le secteur maintient un solde excédentaire (296 MEUR).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique de Pékin

[cedric.prevost@dgtrésor.gouv.fr](mailto:cedric.prevost@dgtrésor.gouv.fr)

Rédaction : SER de Pékin

Abonnez-vous : [max.monot@dgtrésor.gouv.fr](mailto:max.monot@dgtrésor.gouv.fr)